SV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.504/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Présidente du Sénat, le 16 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi "modifiant les articles 416 et 417 du Code pénal" (Doc. parl., Sénat, session 2003-2004, n° 3-409/1), a donné le 5 juillet 2006 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.504/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 mei 2006 door de Voorzitter van Senaat verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de artikelen 416 en 417 van het Strafwetboek" (St. Parl., Senaat, zitting 2003-2004, nr. 3-409/1), heeft op 5 juli 2006 het volgende advies gegeven :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. La proposition de loi tend à modifier les articles 416 et 417 du Code pénal. En ce qui concerne l'article 416, elle inclut d'abord la défense des biens parmi les causes de légitime défense et, ensuite, elle justifie le dépassement de la légitime défense lorsqu'il est la conséquence immédiate d'une émotion violente, d'une peur ou d'une confusion causées par l'agression.

En ce qui concerne l'article 417, elle en étend le champ d'application en supprimant d'abord la condition selon laquelle l'escalade ou l'effraction doit avoir lieu la nuit et, ensuite, celle qui opère le renversement de la présomption lorsque l'agent n'a pas pu croire à une attaque contre les personnes. Enfin, elle modifie le dernier alinéa de l'article 417 en l'étendant à tous les actes exécutés avec violence, alors qu'il s'applique actuellement aux actes accomplis à l'encontre des personnes.

2. Dans l'état actuel du droit, la légitime défense constitue l'une des causes de justification; elle a pour effet d'enlever au comportement incriminé son caractère illicite, de sorte qu'il n'y a plus, en l'espèce, d'infraction (1).

(1) D. Vandermeersch, Éléments de droit pénal et de procédure pénale, Brugge, La Charte, 2006, pp. 77-83; L. Dupont et R. Verstraeten, Handboek Belgisch Strafrecht, Leuven, Acco, 1990, pp. 219-226; C. Van den Wyngaert, Strafrecht strafprocesrecht, internationaal strafrecht in hoofdlijnen, Antwerpen, Maklu, 2003, pp. 190-195; F. Tulkens et M. van de Kerchove, Introduction au droit pénal, 7e éd., Bruxelles, Kluwer, 2005, pp. 320-323; C. Hennau et J. Verhaegen, Droit pénal général, 3e éd., Bruxelles, Bruylant, 2003, pp. 204-211; C. J. Van Houdt et W. Callewaert, Belgisch Strafrecht, Gent, Story-Scientia, deel II, pp. 451-459.

Elle trouve sa base légale non pas dans les dispositions générales du Code pénal contenues dans le Livre 1er, mais dans les articles 416 et 417 du même Code qui limitent l'effet justificatif de la légitime défense aux infractions d'homicide, de blessures et de coups.

L'article 416 du Code pénal énonce la règle selon laquelle :

> "Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui".

Pour qu'il y ait légitime défense, il faut que soient réunies les conditions suivantes :

1° l'existence d'une agression injuste ou illégale ayant un caractère grave et étant dirigée contre l'intégrité physique d'une personne;

2° l'agression doit avoir un caractère actuel;

3° la défense est nécessaire;

4° la réaction doit être pertinente et proportionnée à la gravité de la menace ou du mal résultant de l'agression.

L'article 417 du Code pénal énonce une présomption de légitime défense dans les deux cas suivants :

1° la défense a lieu pour repousser pendant la nuit l'escalade ou l'effraction d'un tiers dans une habitation privée à moins que l'agent n'ait pas pu croire à une attaque contre les personnes;

2° le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vol ou de pillage exécutés avec violence envers les personnes.

L'article 2, § 2, a), de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui énonce que le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi, précise que la mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cette règle dans le cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. L'article 416, alinéa 1er, proposé, du Code pénal comporte deux innovations. D'une part, il étend le champ d'application de la légitime défense à la défense des biens. D'autre part, il mentionne expressément l'exigence de la proportionnalité devant exister entre l'acte de défense et la gravité de l'attaque.

En ce qui concerne l'extension à la défense des biens, le Conseil d'État s'interroge sur la compatibilité de la réforme proposée, en ce qui concerne l'infraction d'homicide, avec l'article 2, § 2, a), de la Convention européenne des droits de l'homme qui est généralement interprété comme ne s'appliquant qu'à la défense de la personne (2) (3). Certes, les développements de la proposition mentionnent le texte des dispositions législatives provenant des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la France qui ont étendu à la défense des biens la notion de légitime défense. Il importe toutefois d'observer que

(2) Y. Haeck, Artikel 2. Recht op leven, in J. Vande Lanotte et Y. Haeck, Handboek EVRM, Deel 2, Artikelsgewijze Commentaar, vol. I, Antwerpen, Intersentia, 2004, pp. 88 et 89; L.E. Pettiti, E. Decaux et P.-H. Imbert, La Convention européenne des droits de l'homme - Commentaire article par article, Economica, Paris, 1999, p. 152; J. Velu et R. Ergec, Convention européenne des droits de l'homme, R.P.D.B., T. VII, Bruxelles, Bruylant, 1990, n° 232 - p. 215.

(3) Deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (Mc Cann et al., c.R.U. 27 septembre 1995, Série A, n° 324 ainsi que Ogur c. Turquie, 20 mai 1999, Recueil, 1999) ont été rendus concernant cet article. Ces deux arrêts concernent cependant des hypothèses où des militaires ont tué des personnes dans le cadre de missions anti-terroristes. Elles sont étrangères à la problématique de l'extension du bénéfice de la légitime défense à la défense des biens.

.../...

l'article 122-5, alinéa 2, du Code pénal français exclut le bénéfice de la légitime défense lorsqu'un homicide volontaire est commis. Quant aux Pays-Bas, il a été expressément déclaré lors des travaux parlementaires que l'article 41.1, en projet, du Code pénal néerlandais ne pourrait trouver à s'appliquer pour justifier un homicide volontaire commis pour assurer la seule défense d'un bien [(4)].

En outre, la proposition mentionne expressément que l'acte de défense doit être proportionné à la gravité de l'attaque. Si, en indiquant expressément dans le dispositif la condition de la proportionnalité ainsi que celle de la gravité de l'attaque, la proposition ne fait que rappeler une règle bien établie en jurisprudence et en doctrine, cette réforme se révèle utile dès lors que les développements de la proposition citent le cas d'un homme qui a abattu récemment un voleur de légumes après l'avoir guetté. En l'espèce, les conditions de nécessité, de gravité de l'attaque et de proportionnalité ne semblaient pas réunies.

2. L'article 416, alinéa 2, proposé, du Code pénal, crée une cause de justification tirée de l'excès de légitime défense lorsque le dépassement est "la conséquence immédiate d'une émotion violente, d'une peur ou d'une confusion causées par l'agression".

Actuellement, l'agent qui cause la mort, des blessures ou des coups en dehors des conditions de la légitime défense se rend coupable d'une infraction, à moins qu'il fasse valoir qu'il a commis une erreur dans l'appréciation des conditions de la légitime défense. Si cette erreur est invincible - c'est-à dire telle que toute personne raisonnable et prudente l'aurait commise - elle fera disparaître la responsabilité pénale; si, au contraire, cette erreur n'est pas invincible parce qu'elle est fautive, elle aura pour effet d'exonérer l'auteur des infractions qui requièrent l'intention, mais laissera subsister les infractions d'imprudence [(5)]. Enfin, si l'auteur n'a pas commis d'erreur, il pourra invoquer la cause de non-imputabilité tirée de la contrainte irrésistible énoncée à l'article 71 du Code pénal. La contrainte se réfère à une situation de force majeure

---

(4) D. Hazewinkel-Suringa, Inleiding tot de studie van het Nederlandse Strafrecht, door J. Remmelink, 5e éd., Deventer, Gouda Quint, 1996, pp. 320 et 321.

(5) Vandermeersch, op. cit., pp. 81-82; C. Hennau et J. Verhaegen, op. cit., pp. 212-216; C. Van den Wyngaert, op. cit., pp. 195-196.

subjective dans laquelle le sujet n'a pas d'autre choix que d'enfreindre la loi. En conclusion, les cas dans lesquels la jurisprudence accorde l'impunité à l'auteur d'un "dépassement de la légitime défense" sont, selon le droit actuel, d'application restreinte.

Par ailleurs, si l'auteur de l'infraction ne s'est trouvé ni dans une situation de contrainte irrésistible, ni dans une situation d'erreur invincible, il pourra invoquer la circonstance que les violences qu'il a commises, ont été immédiatement provoquées par des violences graves envers les personnes (article 411 du Code pénal) et sa peine sera réduite conformément à l'article 414 du Code pénal. Il pourra aussi bénéficier de cette réduction de peine s'il se trouve dans les conditions visées à l'article 412 du Code pénal (repousser, de jour, l'escalade ou l'effraction, dans une habitation privée à moins que l'auteur n'ait pas pu croire à une agression contre les personnes).

La proposition de loi étend considérablement les hypothèses dans lesquelles l'auteur sera à l'avenir impuni : dès lors que l'agression a causé chez lui une émotion violente, une peur ou une confusion, sa réaction excessive ou inadéquate, qui en est la conséquence immédiate, entraînera son impunité.

Il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que l'existence de cette émotion violente, de cette peur ou de cette confusion, dépendra, certes, des circonstances de l'agression, mais aussi de la personnalité de celui qui en est la victime. Cette appréciation comportera une part non négligeable de subjectivité.

Même si la proposition de loi s'inspire du droit pénal néerlandais et du droit pénal allemand, il y aura lieu d'indiquer en quoi la nouvelle cause de justification de "l'excès de légitime défense" est compatible avec l'article 2, § 2, a), de la Convention européenne des droits de l'homme, lorsque l'infraction commise est un homicide volontaire répondant à une atteinte contre un bien.

Article 3

La proposition étend le champ d'application de la présomption de légitime défense qui est énoncée à l'article 417 du Code pénal.

D'abord, l'escalade ou l'effraction dans une habitation ne doit plus avoir lieu de nuit; elle peut aussi se produire de jour. Ce qui constitue actuellement la cause d'excuse atténuante visée par l'article 412 du Code pénal devient donc une présomption de légitime défense valant cause de justification. Ensuite, la cause de renversement de la présomption consistant dans le fait que l'auteur n'a pas pu croire à une agression contre les personnes disparaît. C'est la conséquence de l'extension de la légitime défense à la défense des biens.

Enfin, la présomption de légitime défense consistant dans la circonstance que "le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vol ou de pillage, exécutés avec violence envers les personnes" est étendue au cas où la violence n'est pas dirigée contre les personnes. On songe à l'hypothèse où la violence est dirigée contre les biens.

Le Conseil d'État s'interroge sur la compatibilité de la réforme proposée en ce qui concerne l'homicide, avec l'article 2, § 2, a), de la Convention européenne des droits de l'homme, lorsque l'infraction commise est un homicide volontaire pour défendre des biens.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het wetsvoorstel beoogt de wijziging van de artikelen 416 en 417 van het Strafwetboek. Wat artikel 416 betreft, wordt in het voorstel eerst en vooral de verdediging van goederen ook opgenomen als reden voor wettige verdediging en vervolgens wordt in het voorstel de overschrijding van de wettige verdediging gerechtvaardigd wanneer deze het onmiddellijke gevolg is van een hevige gemoedsbeweging, vrees of verwarring, door de aanranding veroorzaakt.

Wat artikel 417 betreft, verruimt het voorstel het toepassingsgebied door eerst de voorwaarde op te heffen volgens welke de beklimming of de braak dient plaats te hebben gedurende de nacht en vervolgens die volgens welke het vermoeden wordt weerlegd wanneer de dader niet kon geloven aan een aanranding van personen. Vervolgens wijzigt het voorstel het laatste lid van artikel 417 door het te verruimen tot alle handelingen die met geweld worden gepleegd, terwijl het thans van toepassing is op de handelingen die verricht worden ten aanzien van personen.

2. Bij de huidige stand van het recht vormt wettige verdediging een van de rechtvaardigingsgronden; ze heeft immers tot gevolg dat de strafbare gedraging geen wederrechtelijk karakter meer heeft, zodat er in casu geen strafbaar feit meer is [(1)].

De wettelijke basis van wettige verdediging ligt niet in de algemene bepalingen van het Strafwetboek die in Boek 1 ervan vervat zijn, maar in de artikelen 416 en 417 van hetzelfde Wetboek die de rechtvaardigende werking van wettige verdediging beperken tot doodslag, verwondingen en slagen.

In artikel 416 van het Strafwetboek is de regel vervat volgens welke :

> "Er (...) noch misdaad, noch wanbedrijf (is), wanneer de doodslag, de verwondingen en de slagen geboden zijn door de ogenblikkelijke noodzaak van de wettige verdediging van zich zelf of van een ander".

Om van wettige verdediging te kunnen spreken, moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° er is een ernstige wederrechtelijke of onrechtmatige aanranding die gericht is tegen de persoonlijke integriteit van een persoon;

2° de aanranding moet ogenblikkelijk zijn;

3° verdediging is noodzakelijk;

4° de reactie moet afdoend zijn en in verhouding staan tot de ernst van de bedreiging of van het kwaad dat door de aanranding wordt berokkend.

---

(1) D. Vandermeersch, Eléments de droit pénal et de procédure pénale, Brugge, die Keure, 2006, blz. 77-83; L. Dupont en R. Verstraeten, Handboek, Belgisch Strafrecht, Leuven, Acco, 1990, blz. 219-226. C. Van den Wyngaert, Strafrecht, strafprocesrecht, internationaal strafrecht in hoofdlijnen, Antwerpen, Maklu, 2003, blz. 190-195; F. Tulkens en M. van de Kerchove, Introduction au droit pénal, 7e uitg., Brussel, Kluwer, 2005, blz. 320-323; C. Hennau en J. Verhaegen, Droit pénal général, 3e uitg., Brussel, Bruylant, 2003, blz. 204-211; C.J. Van Houdt en W. Callewaert, Belgisch Strafrecht, Gent, Story-Scientia, deel II, blz. 451-459.

.../...

Artikel 417 van het Strafwetboek voorziet in een vermoeden van wettige verdediging in de volgende twee gevallen :

1° de verdediging heeft plaats bij het afweren, bij nacht, van de beklimming of de braak van een bewoond huis, behalve wanneer blijkt dat de dader niet kon geloven in een aanranding van personen;

2° wanneer het feit plaatsheeft bij het zich verdedigen tegen de daders van diefstal of plundering die met geweld tegen personen wordt gepleegd.

In artikel 2, lid 2, a), van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, dat bepaalt dat het recht van een ieder op leven wordt beschermd door de wet, staat dat de beroving van het leven niet geacht wordt in strijd te zijn met deze regel ingeval zij het gevolg is van geweld, dat absoluut noodzakelijk is ter verdediging van wie dan ook tegen onrechtmatig geweld.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. Het voorgestelde artikel 416, eerste lid, van het Strafwetboek houdt twee nieuwigheden in. Enerzijds verruimt het het toepassingsgebied van de wettige verdediging tot de verdediging van goederen. Anderzijds is er uitdrukkelijk sprake van de vereiste van de proportionaliteit die dient te bestaan tussen het verweer en de ernst van de aanval.

In verband met de uitbreiding tot de verdediging van goederen, plaatst de Raad van State vraagtekens bij de verenigbaarheid van de voorgestelde hervorming, wat doodslag betreft, met artikel 2, lid 2, a), van het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens, dat over het algemeen wordt geïnterpreteerd als alleen geldend

voor de verdediging van de persoon [2] [3]. In de toelichting bij het voorstel wordt weliswaar aangegeven dat Nederland, Duitsland en Frankrijk het begrip wettige verdediging hebben uitgebreid tot verdediging met betrekking tot goederen, en zelfs tot andere rechtsgoederen. Er dient echter op te worden gewezen dat artikel 122-5, tweede lid, van de Franse Code pénal de mogelijkheid van wettige verdediging uitsluit wanneer vrijwillige doodslag wordt gepleegd. Wat Nederland betreft, is tijdens de parlementaire voorbereiding uitdrukkelijk verklaard dat het ontworpen artikel 41.1 van het Nederlandse Strafwetboek geen toepassing zou kunnen vinden om vrijwillige doodslag te wettigen die alleen ter verdediging van een goed gepleegd wordt [4].

Bovendien wordt in het voorstel uitdrukkelijk bepaald dat de verdediging in verhouding dient te staan tot de ernst van de aanval. Hoewel het voorstel met de uitdrukkelijke vermelding in het dispositief van de voorwaarde van proportionaliteit en van die van de ernst van de aanval, enkel een vaste regel uit de rechtspraak en de rechtsleer herhaalt, blijkt deze hervorming nuttig daar in de toelichting bij het voorstel het recente geval genoemd wordt waarbij een man een groentendief opwachtte en neerschoot. In dat geval leek aan de voorwaarden inzake de noodzaak, de ernst van de aanval en de proportionaliteit niet te zijn voldaan.

---

(2) Y. Haeck, Artikel 2. Recht op leven, in J. Vande Lanotte en Y. Haeck, Handboek EVRM. Deel 2 Artikelsgewijze Commentaar, boekdeel I, Antwerpen, Intersentia, 2004, blz. 88 en 89; L.E. Pettiti, E. Decaux en P.-H. Imbert, La Convention européeenne des droits de l'homme - Commentaire article par article, Economica, Parijs, 1999, blz. 152; J. Velu en R. Ergec, Convention européenne des droits de l'homme, RPDB, boekdeel VII, Brussel, Bruylant, 1990, nr. 232 - blz. 215.

(3) Twee arresten van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (Mc Cann e.a.,v. UK 27 september 1995, serie A, nr. 324, alsmede Ogur v. Turkije, 20 mei 1999, Recueil, 1999), zijn over dit artikel gewezen. Deze twee arresten betreffen evenwel gevallen waarin militairen personen hebben gedood in het kader van antiterroristische opdrachten. Ze hebben niets uitstaande met de problematiek van de uitbreiding van de toepasselijkheid van wettige verdediging tot de verdediging van goederen.

(4) D. Hazewinkel-Suringa, Inleiding tot de studie van het Nederlandse strafrecht, door J. Remmelink, 5e uitg., Deventer, Gouda Quint, 1996, blz. 320 en 321.

.../...

2. Bij het voorgestelde artikel 416, tweede lid, van het Strafwetboek wordt een rechtvaardigingsgrond ingesteld, ontleend aan noodweerexces wanneer de overschrijding "het onmiddellijke gevolg is van een hevige gemoedsbeweging, vrees of verwarring, door de aanranding veroorzaakt".

Thans maakt de dader die de dood, verwondingen of slagen veroorzaakt zonder de wettelijke voorwaarden te hebben nageleefd, zich schuldig aan een strafbaar feit.

Hij kan evenwel aanvoeren dat hij een dwaling heeft begaan bij de beoordeling van de voorwaarden inzake wettige verdediging. Indien deze dwaling onoverkomelijk is - dit wil zeggen dat elk redelijk en voorzichtig persoon ze zou hebben begaan - zal ze de strafrechtelijke verantwoordelijkheid doen vervallen; indien ze, daarentegen, niet onoverkomelijk is omdat ze schuldig gedrag oplevert, heeft ze tot gevolg dat de strafbare feiten waarmee opzet moet gemoeid zijn, aan de dader worden kwijtgescholden, maar laat ze de strafbare feiten door onvoorzichtigheid bestaan [(5)]. Ten slotte kan de dader ook de grond van niet-toerekeningsvatbaarheid aanvoeren, ontleend aan de onweerstaanbare dwang waarin artikel 71 van het Strafwetboek voorziet. Met het begrip dwang wordt verwezen naar een subjectieve situatie van overmacht waarin de betrokkene geen andere keuze heeft dan de wet te overtreden. De slotsom is dat de gevallen waarbij in de rechtspraak degene die zich schuldig maakt aan "overschrijding van de wettige verdediging", volgens het huidige recht, niet-strafbaar wordt bevonden, een beperkte toepassing kennen.

Bovendien kan de dader, indien hij niet in een situatie van onweerstaanbare dwang heeft verkeerd, noch in een situatie van onoverkomelijke dwaling, de omstandigheid aanvoeren dat het geweld dat hij heeft gepleegd, onmiddellijk uitgelokt is door zware gewelddaden tegen personen (artikel 411 van het Strafwetboek) en zijn straf zal worden verminderd overeenkomstig artikel 414 van het Strafwetboek. Hij kan ook voor deze strafvermindering in aanmerking komen indien hij voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 412 van het Strafwetboek (het afweren overdag van de beklimming of

---

(5) Vandermeersch, op. cit., blz. 81-82; C. Hennau en J. Verhaegen, op. cit., blz. 212-216; C. Van den Wyngaert, op. cit., blz. 195-196.

de braak van een bewoond huis, behalve wanneer blijkt dat de dader niet kon geloven aan een aanranding van personen).

Het wetsvoorstel breidt de gevallen waarin de dader in de toekomst ongestraft zou zijn aanzienlijk uit; daar de aanranding bij hem een hevige gemoedsbeweging, vrees of verwarring heeft veroorzaakt, brengt zijn buitensporige of ondeugdelijke reactie, die er het onmiddellijk gevolg van is, zijn straffeloosheid mee.

Het is noodzakelijk er de aandacht op te vestigen dat het bestaan van deze hevige gemoedsbeweging, vrees of verwarring, weliswaar afhangt van de omstandigheid waarin de aanranding heeft plaatsgehad, maar ook van de persoonlijkheid van degene die er het slachtoffer van is. Deze beoordeling is voor een niet verwaarloosbaar deel subjectief.

Ook al is het wetsvoorstel geïnspireerd op het Nederlandse en het Duitse strafrecht, toch moet worden aangegeven in welk opzicht de nieuwe rechtvaardigingsgrond - "noodweerexces" - verenigbaar is met artikel 2, lid 2, a), van het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens, wanneer het gepleegde strafbaar feit vrijwillige doodslag is die een reactie is op een aanslag op een goed.

Artikel 3

Het voorstel verruimt het toepassingsgebied van het vermoeden van wettige verdediging vervat in artikel 417 van het Strafwetboek.

Eerst en vooral hoeft de beklimming of de braak van een woning niet meer 's nachts te gebeuren; dit kan ook overdag plaatsvinden. Hetgeen thans als straf-verminderende verschoningsgrond geldt als bedoeld in artikel 412 van het Strafwetboek wordt dus een vermoeden van wettige verdediging dat tevens als rechtvaardigingsgrond kan gelden. Vervolgens verdwijnt de reden voor het weerleggen van het vermoeden dat erin bestaat dat de dader niet kon geloven in een aanranding van

personen. Dat is het gevolg van de verruiming van de wettige verdediging tot de verdediging van de goederen.

Ten slotte wordt het vermoeden van wettige verdediging dat bestaat in de omstandigheid dat "het feit plaatsheeft bij het zich verdedigen tegen de daders van diefstal of plundering die met geweld tegen personen wordt gepleegd" verruimd tot het geval waarbij het geweld niet gericht is tegen personen. Men denkt daarbij aan het geval waarbij het geweld gericht is tegen goederen.

De Raad van State vraagt zich af in hoeverre de voorgestelde hervorming wat betreft doodslag verenigbaar is met artikel 2, lid 2, a), van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, wanneer het gepleegde strafbaar feit vrijwillige doodslag is ter verdediging van goederen.

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	Y. KREINS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État, staatsraden,
Madame Mevrouw	M. BAGUET,	
Monsieur de Heer	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation, assessor van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS